

**Commentaires des sociétés**  
**SRR (Société Réunionnaise du Radiotéléphone)**  
**et**  
**GUET@LI HAUT DEBIT (anciennement Cegetel La Réunion)**  
**dans le cadre de la consultation publique lancée par l'ARCEP**  
**relative au projet de décision portant sur l'analyse des marchés des liaisons louées**

Cette contribution porte essentiellement sur la problématique des liaisons louées sur le câble SAFE entre la métropole et la Réunion, plus particulièrement abordée dans les chapitres suivants :

- IV.6 "Identification d'un opérateur puissant sur les marchés du circuit interurbain inter-territorial"
- V.2.1.2 "Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion...", notamment les paragraphes d) "Nécessité de fournir l'offre LLT" et V.2.1.2.3 "Engagement de qualité de service"
- V.2.5 "Publication d'offres de référence"
- V.2.6.5 "Contrôle des tarifs - Circuit interurbain inter-territorial sur la route métropole-Réunion"

De façon générale, nous approuvons l'identification de France Télécom comme opérateur puissant sur le marché inter-territorial Réunion-métropole, disposant d'un monopole sur la partie sous-marine reliant le câble à la Réunion et sur le complément terrestre à la Réunion.

A ce titre, nous soulignons l'importance, afin de favoriser une concurrence effective sur les marchés de gros et de détail, des principales obligations qui en découlent :

- la nécessité de fournir l'offre LLT et les liens de complément terrestre ;
- un engagement de France Télécom sur un niveau satisfaisant de qualité de service des prestations fournies, indissociable des prestations elles-mêmes ;
- la publication d'une offre de référence conforme au règlement de différend de mai 2004 ;
- le contrôle des tarifs pour que les tarifs de ces prestations reflètent les coûts.

Nous tenons cependant à faire remarquer que, si la plupart de ces points sont à ce jour déjà prévus et demandent surtout à être pérennisés, ce n'est pas du tout le cas du point relatif à l'engagement de qualité de service, les propositions de France Télécom étant pour l'instant soit inexistantes (ni GTR, ni IMS, ni délais de livraison, ni pénalités, etc., dans le contrat type d'accès au service d'interconnexion de LLT), soit très insuffisantes (option complémentaire reposant sur une intégration de la capacité sous-marine dans un plan de restauration sans garantie de résultat, ni de délai, et donc sans pénalités).

Ces lacunes sont d'autant plus regrettables que l'architecture de la liaison sous-marine vers la métropole devrait permettre de bénéficier de deux routes distinctes, l'une par la côte ouest de l'Afrique, l'autre vers l'est en passant par l'Asie et le câble SEA-ME-WE pour revenir vers l'Europe, facilitant ainsi la mise en œuvre d'une infrastructure de transmission sécurisée entre la Réunion et la métropole.

Dans ce contexte, nous ne pouvons qu'émettre des réserves sur le fait que l'engagement de qualité de service envisagé par l'ARCEP (§ V.2.1.2.3 du document) ne soit pas suffisamment encadré puisqu'il "est laissé à l'opérateur toute latitude quant à la forme et aux modalités que peut prendre le mécanisme contraignant, à condition cependant qu'il reste suffisamment incitatif".

En effet, l'absence de réactivité de France Télécom jusqu'à ce jour sur le dossier de la sécurisation de cette liaison et des engagements de qualité de service correspondants ne

nous paraît pas être de nature à nous laisser espérer une issue satisfaisante et rapide à cette problématique.

En outre, en ce qui concerne le contrôle des tarifs et l'orientation vers les coûts envisagée par l'ARCEP, il nous semble important d'insister :

- d'une part sur une réelle mise en application de cette baisse annuelle des tarifs, aucune garantie n'étant donnée à ce jour sur la poursuite de la baisse amorcée en 2005 selon le modèle de coûts retenu lors du règlement de différend en 2004 ;
- d'autre part, sur une nécessaire visibilité à moyen terme sur l'évolution de ces tarifs, l'expérience ayant montré (tarifs applicables au 1er janvier 2005 annoncés le 5 avril 2005, soit trois mois après leur entrée en vigueur) qu'une absence de visibilité était préjudiciable à toute prise de décision des opérateurs alternatifs que ce soit au niveau des commandes de capacité sur le câble SAFE ou au niveau de l'élaboration de leurs offres de détail.

Enfin, nous signalons également l'intérêt que pourrait présenter une offre de colocalisation au niveau de la station d'atterrissage du câble SAFE à la Réunion, sous réserve que se concrétise le raccordement à cette station du réseau haut débit Gazelle en cours de déploiement à l'initiative de la Région Réunion. Cette offre de colocalisation pourrait ainsi permettre aux opérateurs connectés à ce réseau de collecte alternatif de bénéficier de tarifs potentiellement attractifs pour les « compléments terrestres ».